Le jockey James Reverley est anglais, il gagne sa vie… Macron lui refuse donc un titre de séjour !

écrit par Manuel Gomez | 24 avril 2024

LIONEL BONAVENTURE / AFP

James Reveley ici le 20 mai 2018, a interpellé Emmanuel Macron après sa victoire du 21 avril 2024.

LIONEL BONAVENTURE / AFP

James Reveley ici le 20 mai 2018, a interpellé Emmanuel Macron après sa victoire du 21 avril 2024.

Cette interpellation du célèbre jockey James Reverley au Président Emmanuel Macron m'a stupéfait : il exerce depuis plus de 8 ans en France (arrivé en 2015), vient de remporter le Prix du Président de la République à Auteuil. Il a gagné 3 fois le Grand Steeple-Chase de Paris et a terminé 3 fois « Cravache d'Or » (plus grand nombre de courses gagnées en obstacles). Depuis le début de l'année 2024 il a disputé 133 courses, en a gagné 16 et s'est placé 48 fois et SURTOUT**« il paye plus de 50.000 euros d'impôts à la France chaque année ! ».**

Vous n'allez pas me croire : mais ce migrant « légal », qui travaille et ne coûte pas un sou aux contribuables français **« n'a jamais pu obtenir un titre de séjour »** jusqu'à présent et se trouve en difficulté (passagère bien sûr) et c'est ce qu'il réclame au Président.

Alors que des dizaines de milliers de migrants « illégaux » travaillent « au noir » sans titre de séjour (qu'ils obtiennent, grâce à l'aide des associations et des avocats « spécialisés ») et, bien plus grave, des dizaines de milliers d'autres migrants et mineurs isolés (soi-disant), également « illégaux » et qui ne travaillent pas « survivent » grâce aux aides sociales et à l'AME « payés

par les contribuables français ».
C'est le résultat actuel du plan secret de l'Union Européenne… qui vient de voter un « nouveau plan », pas secret du tout celui-là, qui permettra encore plus d'immigration toujours illégale « mais moins clandestine » puisque répartie officiellement dans tous les pays de l'UE (20.000 euros par tête de migrant si refus !).
Nous savons que pour l'Union Européenne, et pour la France, en ce qui nous concerne, l'objectif à atteindre c'est la démographie.
En avril 1974, le président de la république algérienne, Houari Boumediene, prévenait l'Europe du projet de transplantation de peuple qui se préparait :
« Un jour, des millions d'hommes quitteront l'hémisphère sud pour aller dans l'hémisphère nord. Et ils n'iront pas en tant qu'amis. Ils iront là-bas pour le conquérir, et ils le conquerront en le peuplant avec leurs fils.
C'est le ventre de nos femmes qui nous donnerons la victoire »
Actuellement, et depuis quelques années, nous assistons à la revanche non seulement de la guerre d'Algérie mais de la « décolonisation ».

L'Europe est en train de devenir la colonie de ses anciennes colonies !

Les pancartes affichées lors de la dernière manifestation, dimanche 21 avril à Paris, ne laissent aucun doute (pour ceux qui en avaient encore !) : **« Vous étiez là-bas, nous sommes ici »,** brandies par des femmes voilées.

La colonisation a changé de sens, l'expression coloniale : aller du nord au sud, s'est inversée et, à présent, elle va du sud au nord.
Nous sommes les témoins impuissants d'une invasion lente, pacifique et qui non seulement ne rencontre aucune résistance mais est largement encouragée.
Dans la vision progressiste voulue par l'Union Européenne, l'immigration n'est pas seulement tolérée et acceptée, elle est voulue et programmée : l'ONU a donné instruction à l'UE d'appliquer le principe de la « Replacement migration » (La migration de remplacement).
L'Europe, selon l'ONU, a besoin de cette migration pour éviter le vieillissement inévitable de sa population, qui résulte des taux bas de fécondité et de mortalité. Pour cette organisation mondialiste **« le déclin serait inévitable en l'absence d'une migration de remplacement. »**

Ce scénario migratoire vise au maintien du ratio : « 3 actifs pour 1 retraité » et cela commande de faire rentrer au sein de l'Union Européenne 153,6 millions d'immigrants entre 2015 et 2040, au rythme d'une moyenne de 6,1 millions par année.
Pour la France, ce scénario de l'ONU préconise une rentrée de 16 millions de migrants entre 2020 et 2040, soit 800.000 par an.

Cette directive de l'ONU est reprise en France par une note officielle de l'INED (Institut National des Etudes démographiques), en date du 6 avril 2016. Elle préconise le recours à une immigration massive et indique que **« La crise démographique va prendre de l'ampleur et les migrations de remplacement feront partie des réponses de l'Europe à sa situation démographique ».**
Cette importation massive de population équivaut à un véritable remplacement de la population du Continent. Cela est devenu une priorité des dirigeants de l'Union Européenne pour éviter un déclin démographique et limiter la régression économique et sociale, en l'absence de toute politique familiale.
Il n'y a donc plus de secret : **« L'ambition reconnue est de**

changer progressivement le peuplement de l’Europe ! »